

Sup

Fédération des activités postales et des télécommunications

Lundi 15 mars 2021

Toutes et tous en Grève nationale Mardi 23 mars

Un moratoire de la Fusion UAT/SCO ! Depuis plusieurs mois, la direction ne lâche pas le volant du rouleau compresseur de la fusion du SCO et de l'UAT sur l'ensemble des DO. Malgré notre demande de moratoire (demande unitaire des organisations syndicales) sur tous projets de restructurations et de fusions pendant cette crise COVID qui isole l'ensemble des salarié.es à leur domicile, la direction n'en a que faire et profite de cette situation pour dérouler son projet comme si de rien n'était. Pire, dans sa démarche totalement irrespectueuse des salarié.es et de leurs représentant.es, elle n'hésite pas à empêcher le travail des élu.es, en commençant la mise en œuvre de cette fusion avant même la consultation des CSE et en leur contestant le droit de pouvoir contacter et informer les salarié.es par mail. Nous en avons pour preuves la mise en réseau national des appels pour les SCO, mais aussi la programmation anticipée des formations sur les différentes DO, alors que les CSE concernés n'ont pas encore été consultés. S'appuyant sur des sondages fallacieux, et une communication manipulatrice, Orange voudrait responsabiliser le personnel en lui faisant croire qu'il est favorable à ce projet.

Les vrais objectifs du projet : Ce projet est avant tout destiné à accompagner une politique de destruction massive d'emplois qui a débuté au début des années 2000, avec un point fort sous l'ère Lombard (souvenons-nous de la triste période Next), et n'a eu de cesse de se poursuivre. Notons d'ailleurs que Stéphane Richard a fait pire que son prédécesseur, condamné en décembre 2019 à de la prison ferme, puisqu'il a supprimé 50 000 emplois depuis le début de sa gouvernance. N'a-t-il pas déclaré récemment qu'il allait passer à une « vitesse industrielle de l'évolution de l'entreprise » ? Comme le révèle L'Obs en ligne du 11 mars : « Orange prépare une coupe massive dans ses effectifs. L'opérateur, qui veut économiser 1 milliard d'euros d'ici à 2023, envisage de tailler une nouvelle fois dans les effectifs : 7 500 postes sont menacés. »



Le SCO et l'UAT subiront le même sort, puisque le non remplacement des départs depuis plusieurs années entraînera la mort inévitable de ces services.

Bien évidemment, ces choix politiques qui visent à soustraire à terme la totalité des activités, sont forcément destinés à flatter les actionnaires et les engraisser toujours plus.

Enfumage à tous les étages

La direction fait miroiter un enrichissement du métier, une amélioration du service rendu aux clients, des perspectives de promotion, alors que tout le contraire est déjà fortement prévisible.

Pour tenter de faire accepter ce projet, l'entreprise met en avant une opportunité de promotion en Dbis sur la fonction « spécialiste ». Hormis le fait que ce passage en Dbis n'a absolument pas été budgété, peu de salarié.es seront promu.es, au regard de la politique de promotions pratiquées par l'entreprise. Rappelons qu'elle bafoue tous les jours ses engagements, notamment dans la non application de l'accord ARCQ : 20 000 salarié.es n'ont pas eu de promotion depuis plus de 10 ans, voire 30 ans pour certain.es. Il est évident que cet appât à la promotion vise à mettre en concurrence les salarié.es, pour encore mieux les soumettre.

AVANT, T'AVAIS DES COLLÈGUES (MAIS ÇA, C'ÉTAIT AVANT).

Fusion UAT/SCO **STOP !** emplois sacrifiés

Les conséquences immédiates

Ce qu'annonce et impose ce projet :

- **Arrêt de plusieurs activités** : mails (suppression effective depuis le 31 janvier) malgré les négociations nationales en cours, fluidité et e-chat (au 31 mars 2021) . Les collègues concerné.es se voient imposer une nouvelle affectation, et des mobilités géographiques sont envisagées. Une fois de plus l'entreprise fait preuve d'indécence et de mépris en leur jetant à la figure une primette de 400 € bruts et imposable, pour des années de bons et loyaux services !!!
- **Changement d'horaires dans certains cas**, impliquant un changement de régime de travail, et donc une baisse des JTL, voire des congés. Ceci est en totale contradiction avec les annonces faites au CSEC de la non remise en cause des horaires.
- **Multi activités** où les toujours plus grandes polyvalence et charge mentale deviennent insupportables, avec un nombre faramineux d'applications et un SI usine à gaz.
- **Perte de la technicité et des cœurs de métier**, conséquence de la polyvalence à outrance.
- **Surcharge de travail**. Le travail se complexifie, à la suite de l'automatisation galopante des actes simples, et s'accumule toujours plus au fil des départs ... demain la situation sera explosive.
- **Accélération de la sous-traitance qui tend vers le 100 % externalisé**, dont les conséquences sur la qualité de vie des salarié.es et sur la qualité de service, sont dramatiques.

Les effets sur notre santé et sur nos vies

Les craintes d'un avenir des plus incertains... la dégradation inévitable des conditions de travail déjà bien écorchées, qui vient s'ajouter au ras le bol des contraintes de la crise sanitaire ... un mal-être généralisé... des pressions managériales qui se font de plus de plus pressantes de la part de managers eux-mêmes pressurisés par les directions... génèrent une situation pathogène et anxiogène inquiétante. L'expression des salarié.es, notamment dans l'enquête de la CSSCT transverse DOGSO, révèle une grande souffrance des collègues, et beaucoup d'inquiétudes et de questions sans réponses.

Si nous laissons faire, nous subirons une crise sociale pire que celle de 2009.

Allons-nous accepter de revivre cette terrible période et son triste cortège de suicides ?

Nous devons réagir MAINTENANT et exiger tout.es ensemble :

- ▷ **L'abandon immédiat de ce projet de fusion SCO/UAT**
- ▷ **Le remplacement de tous les départs (TPS, retraites...)**
- ▷ **Le maintien de toutes les activités sur tous les services et sites**
Le personnel doit pouvoir choisir entre une activité back ou front, accessible à tou.tes
- ▷ **La réinternalisation des activités sous-traitées et les embauches correspondantes**

Pour cela, toutes et tous en grève le 23 mars !

